

**Agenda**

Lundi 10 juin : pas de séance (lundi de Pentecôte).

Mercredi 12 juin

-10h30 : messe à la mémoire de **Bertrand COLLOMB** (cathédrale Saint-Louis des Invalides, en tenue de ville).

Lundi 17 juin

-12h : remise des prix du concours Solon (salon Édouard Bonnefous).

-15h : **Philippe LEVILLAIN**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, « *Les yeux du Saint-Siège sur les relations internationales de la France* ».

-17h : comité secret (**quorum obligatoire**).

-18h30 : conférence de Pierre-André Chiappori pour « Sociétal » : « Un nouveau regard sur les origines des inégalités (et les moyens de les corriger) » (grande salle des séances).

Lundi 24 juin

-9h : colloque « L'emploi des jeunes aujourd'hui et demain », en partenariat avec l'association « Jeunesse et Entreprises » (auditorium André et Liliane Bettencourt).

-15h : **Massimo DE LEONARDIS**, professeur à l'université du Sacré-Cœur de Milan, « *France et Italie : les relations troublées entre les sœurs latines* ».

-17h : jury du prix Fréville-Messmer (salon Dupont-Sommer).

Séance du lundi 3 juin

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 20 mai, le président **Georges-Henri Soutou** a lu la nécrologie de son confrère **Bertrand Collomb**, décédé le 23 mai, et fait observer en sa mémoire une minute de silence.

Il a ensuite été procédé à l'introduction en séance de **Jacques Perot**, correspondant de la section Histoire et Géographie, élu le 6 mai à la place laissée vacante par le décès de **Niki Goulandris**. Dans sa réponse à sa présentation par **Jean Tulard**, Jacques Perot a en particulier évoqué la question du patrimoine historique, qu'a récemment mise en évidence l'incendie de Notre-Dame de Paris et sur laquelle il a offert son concours aux réflexions de l'Académie.

Une place de correspondant était à pourvoir dans la section Législation, droit public et jurisprudence, depuis le décès de **Pierre Huet**. **Théodore Fortsakis** a été élu. Il est professeur émérite et ancien recteur de l'université d'Athènes. Il est également député au Parlement grec et avocat.

Le président a déposé sur le bureau de l'Académie l'ouvrage collectif dirigé par Christine Manigand et Vivien Richard, *Dans l'intimité du pouvoir. La présidence de Georges Pompidou* (Paris, Nouveau Monde, 2019, 286 p.)

Le président a alors donné la parole à **John Rogister**, professeur émérite de l'université de Durham, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, pour sa communication « Grande-Bretagne-France : alliance possible, entente difficile ». Le propos s'est borné au dernier siècle écoulé, de manière à offrir un niveau d'analyse suffisamment détaillé, susceptible en outre d'éclairer l'état actuel des relations franco-britanniques.

L'« Entente cordiale » (1904) avait eu un contenu assez modeste, visant avant tout à apurer les contentieux coloniaux entre les deux puissances ; aussi l'engagement du Royaume-Uni aux côtés de la France en 1914, en réaction à la violation de la neutralité belge, ne se fit-il pas sans de sérieuses réserves ni progressivité dans l'effort de guerre. Les traités de paix firent ressortir la différence de point de vue entre Français et Britanniques, les seconds plus disposés à ménager l'adversaire vaincu. La menace hitlérienne, dans les années 1930, rencontra une même hostilité des deux côtés de la Manche, mais mit du temps à déboucher sur une action commune, le pacifisme foncier des opinions publiques n'arrangeant rien.

La Seconde Guerre mondiale, paradoxalement, contribua au rapprochement. Nonobstant de sérieuses frictions, le souvenir qui l'emporta fut celui de l'aide accordée par le gouvernement britannique à la France libre. De plus, France et Grande-Bretagne se retrouvèrent, après 1945, sur la même ligne « atlantique », avec de surcroît le souci de la sauvegarde de leurs empires coloniaux. L'échec de l'expédition de Suez (1956) changea la donne. Tandis que le Royaume-Uni de Macmillan renforçait son « partenariat spécial » avec les États-Unis, de Gaulle affirmait l'indépendance de la France vis-à-vis de l'allié américain. L'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun (1973), une fois abandonné le veto français, fut grevée dès l'origine d'une ambiguïté sur l'avenir de ce projet, que Londres se refusait à imaginer sous la forme d'une entité politique et centralisée. Longtemps conjurée par l'obtention de concessions (telle la dispense d'adopter la monnaie unique), cette perspective a fini toutefois par rattraper les Britanniques au début des années 2000. La ratification du traité de Lisbonne, malgré le rejet par les électeurs français et néerlandais du traité constitutionnel, a été regardée comme une illustration du « déficit démocratique » de l'Union européenne, de la part d'un peuple attaché par ailleurs à ses traditions parlementaires. Alors que les liens entre la Grande-Bretagne et le continent, singulièrement la France, se sont intensifiés depuis quatre décennies, l'opinion britannique est divisée entre l'affirmation de sa liberté et l'appartenance à un espace auquel son intégration, sur bien des points, ne fait aucun doute. Mais la marge pour un départ à l'amiable demeure étroite et c'est plutôt un bras-de-fer qui se profile à l'heure actuelle.

À l'issue de sa communication, **John Rogister** a répondu aux questions et observations que lui ont présentées **Georges-Henri Soutou**, **Bernard Bourgeois**, **François d'Orcival**, **Michel Pébereau**, **Pierre-André Chiappori**, **Laurent Stéfanini** et **Jean Baechler**.

Remise des grands prix de l'Institut de France

La remise des grands prix des fondations de l'Institut de France, le 5 juin sous la Coupole, est précédée cette année d'un hommage à la cathédrale Notre-Dame de Paris, rendu par un représentant de chaque académie. Le grand rabbin Haïm Korsia prendra la parole au nom de l'Académie des sciences morales et politiques, avec une allocution intitulée « Rien ne disparaîtra du rêve des bâtisseurs ».

Dans la presse et sur les ondes

- Le groupe M6, propriétaire de RTL, a inauguré une offre de podcasts inédits sous le titre « RTL Originals ». Il s'agit de programmes assurés par de grandes voix de la station, dans lesquels ils développent un thème particulier. Parmi les cinq premiers mis en ligne, on compte celui d'**Alain Duhamel**, « L'œil de la République ». Dans des épisodes de vingt minutes, où il répond aux questions de Benjamin Sportouch, il fait revivre de grands moments de l'histoire de la V^e République. Dans le premier entretien, il revient sur la présentation par le général de Gaulle de la constitution, le 4 septembre 1958, qu'il a vécue comme un « choc politique » : <https://www.rtl.fr/actu/politique/l-oeil-de-la-republique-le-choc-politique-d-alain-duhamel-face-au-general-de-gaulle-7797635006> A. Duhamel a également témoigné, dans le *Journal du dimanche* du 2 juin, de la manière dont il vit les dimanches d'élection (« J'adore les soirées électorales », propos recueillis par David Revault d'Allonnes).

- **Jean-Claude Trichet** a participé le 23 mai à Madrid à la table ronde organisée conjointement par la revue chinoise *Caixin* (Pékin) et le *think tank* espagnol « Eleanor Royal Institute » Elle s'est déroulée autour d'un dialogue entre Zhou Xiaochuan, ancien gouverneur de la Banque centrale de Chine, et Jean-Claude Trichet sur le thème du système monétaire international. Le 29 mai, il a prononcé la « Mayekawa Lecture » à la Banque centrale du Japon, sous le titre « The Euro Area economic, fiscal and financial Governance: Difficulties and Successes in the Past – present Challenges – future Steps ». Dans sa dernière partie, il a évoqué la « convergence conceptuelle » qui se dessine entre les politiques des banques centrales des économies avancées. Il a défini quatre points d'attention : la surveillance des banques, la prévention des risques systémiques, la communication dans les conférences de presse et la définition de la stabilité des prix. En conclusion, il a pointé les faiblesses auxquelles le Japon doit faire face : des réformes structurelles trop timides, une démographie en berne et des salaires trop faibles. À l'occasion de ce déplacement, J.-C. Trichet a donné deux entretiens aux journaux japonais *Asahi Shimbun* et *Yomiuri*. Il est par ailleurs intervenu à plusieurs reprises à la télévision : le 26 mai sur France 24 (canal français et canal anglais) et sur RFI à propos du résultat des élections européennes et le 29 mai sur la chaîne internationale Bloomberg sur le même sujet, ainsi que la situation économique internationale et les négociations commerciales sino-américaines (<https://www.bloomberg.com/news/videos/2019-05-29/jean-claude-trichet-on-european-politics-draghi-succession-trade-video>).

- « La construction européenne pourrait s'étendre sur deux siècles » : interview de **Thierry de Montbrial** dans *La Tribune* du 25 mai (propos recueillis par Philippe Mabillet et Robert Jules). Th. de Montbrial affirme que « l'idée fondamentale » de Jean Monnet (« il est préférable de résoudre des problèmes ensemble plutôt que chacun dans son coin ») demeure valide et observe que depuis les commencements de la construction européenne, « on a créé des situations où la réussite devenait nécessaire car l'échec serait préjudiciable à tout le monde », le cas de l'euro étant le plus emblématique (l'euro tient car sa disparition signifierait le début de la fin de l'Union européenne). Il en résulte que l'avenir de l'Union européenne passe par le traitement des dossiers les plus brûlants. « Il faut du régalién, juge le président de l'Ifri, à un certain niveau européen » : en matière monétaire, commerciale et migratoire. Sur ce dernier point, « on ne peut pas imposer à tous les pays membres des règles uniformes [...], comme on essaie de le faire à la Hongrie ou à l'Autriche qui entendent rester maîtres de leurs propres critères », mais l'Europe pour autant ne peut se passer de règles protectrices dans le contexte de la mondialisation. Pour Th. de Montbrial, le grand défi de l'Europe, Russie et Turquie incluses, est qu'elle est devenue « un théâtre d'opérations où se joue la rivalité entre les États-Unis et la Chine, avec une ligne de fracture déjà visible ». Concernant cet affrontement, Th. de Montbrial juge que la politique de Donald Trump (qui, en substance, ne diffère pas de celle de ses prédécesseurs et de ses probables successeurs, les formes en moins), est, sur le long terme, contre-productive, car elle pousse ses alliés traditionnels à réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar qui est une menace pour leur souveraineté.

- **Olivier Houdé** était l'invité de Caroline Lachowsky le 29 mai sur RFI dans l'émission « Autour de la question » pour évoquer son dernier ouvrage, *L'intelligence humaine n'est pas un algorithme* (Paris, Odile Jacob, 2019). Lien vers l'émission : <http://www.rfi.fr/emission/20190529-pourquoi-intelligence-humaine-est-pas-algorithme>

- « Le choix du silence respectueux », tribune de **Haïm Korsia** à propos de l'affaire « Vincent Lambert » (*Le Figaro*, 31 mai). Le grand rabbin de France regrette « la violence des positions et des anathèmes » qui se sont exprimés à propos de ce qu'il voit avant tout comme « un cas particulier » : « Qui sommes-nous pour juger de l'extérieur ce qui touche au cœur même du mystère de la vie et de la mort ? Qui sommes-nous pour parler à sa place et à la place de la famille ? » Il estime que la loi Leonetti offre « un fin équilibre » qui laisse une place, ultimement, aux décisions individuelles.

À savoir

- **Bernard Stirn** a été promu, par arrêté du 12 mars (publié le 28 mai), commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres.

- **Bernard Bourgeois** a donné ces derniers mois deux conférences à la Librairie Tropiques (56-63, rue Raymond Losserand 75014 Paris), dans lesquelles il croise les analyses développées dans son ouvrage *Sur l'histoire ou le politique* (Paris, Vrin, 2018) et des sujets d'actualité : la crise des gilets jaunes (« Hegel et les gilets jaunes ») et les questions européennes (« Hegel, l'Europe, les Nations »). Ces conférences ont été filmées et peuvent être visionnées en ligne : <http://www.librairie-tropiques.fr/2019/02/hegel-et-les-gilets-jaunes-1ere-partie.html> et <http://www.librairie-tropiques.fr/2019/05/hegel-l-europe-les-nations-par-bernard-bourgeois.html>

- **Pierre Brunel** est l'invité du séminaire d'Aurélia Cervoni et Andrea Schellino, « Éditer Baudelaire », le 6 juin à l'École normale supérieure. Il interviendra sur le thème : « L'édition des *Fleurs du Mal* en 1868 ».